



Arrêt

n° 153 333 du 25 septembre 2015
dans l'affaire x

En cause : 1. x
 2. x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 avril 2015 par x et x, qui déclarent être de nationalité kosovare, contre les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prises le 19 mars 2015.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 mai 2015 convoquant les parties à l'audience du 16 juin 2015.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Monsieur KRASNICI assisté par Me Z. ISTAZ-SLANGEN loco Me K. DASSEN, avocat, et MADAME TACI représentée par Me Z. ISTAZ-SLANGEN loco Me K. DASSEN, avocat, ainsi que N.J. VALDES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les actes attaqués

Le recours est dirigé contre deux décisions de « refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire », prises par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui sont motivées comme suit :

Pour Monsieur K.J., ci-après dénommé « le requérant » :

«A. Faits invoqués

Vous vous déclarez citoyen kosovar, d'origine ethnique Rom et de confession musulmane. Le 4 octobre 2001, en compagnie de votre épouse, Madame [T.K.] (SP n° [...]), vous introduisez une première demande d'asile en Belgique à l'appui de laquelle vous invoquez des problèmes rencontrés avec l'UCK (Armée de Libération du Kosovo) durant la guerre, en 1998-1999. Le Commissariat général prend à

vous rencontre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié, prise le 4 mars 2002. Suite à votre appel, le Conseil d'Etat rend un arrêt constatant votre renonciation le 21 juin 2005.

Le 2 octobre 2007, toujours en compagnie de votre épouse, vous introduisez une seconde demande d'asile sur le territoire belge. Une décision de refus technique est prise par l'Office des Etrangers le 26 novembre 2007. Vous partez alors introduire une demande d'asile en France et en Allemagne avant de revenir en Belgique où vous introduisez, le 20 octobre 2009, une troisième demande d'asile en compagnie de votre épouse. Les motifs que vous invoquez alors sont les problèmes rencontrés par la communauté Rom au Kosovo. Le 10 mars 2010, l'Office des Etrangers prend à votre rencontre une décision de refus de prise en considération d'une déclaration de réfugié.

Le 12 juillet 2010, toujours avec votre épouse, vous introduisez une quatrième demande d'asile auprès des autorités belges en invoquant les mêmes motifs que ceux invoqués dans le cadre de votre demande d'asile précédente. Le 20 juillet 2010, l'Office des Etrangers prend à nouveau une décision de refus de prise en considération d'une déclaration de réfugié à votre rencontre.

Finalement, sans avoir quitté le territoire belge depuis 2009, vous introduisez, avec votre épouse et vos enfants (mineurs), une cinquième demande d'asile en date du 23 décembre 2014. A l'appui de cette demande, vous invoquez la crainte de devenir esclave des Albanais. Vous expliquez également que les enfants de votre cousin ont récemment été battus par des Albanais dans une école kosovare et déclarez en outre craindre des personnes à qui votre père aurait emprunté de l'argent.

A l'appui de votre demande d'asile, vous présentez votre passeport kosovar, émis le 4 novembre 2013 à l'ambassade kosovare à Bruxelles et valable jusqu'au 3 novembre 2023, ainsi que votre carte d'identité kosovare émise le 26 septembre 2013.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier avec attention et la situation qui prévaut dans votre pays, force est de constater que vous ne fournissez pas suffisamment d'éléments pour établir qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire reprise à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Les motifs que vous invoquez à l'appui de votre cinquième demande d'asile concernent votre crainte vis-à-vis des Kosovars d'origine albanaise. Vous ajoutez craindre les personnes à qui votre père doit encore de l'argent. Toutefois, plusieurs éléments ne permettent pas que vous soit accordée une protection internationale sur cette base.

Pour commencer, vous expliquez craindre de devenir esclave de la population albanophone du Kosovo. Toutefois, vous n'êtes pas parvenu à convaincre le Commissaire général du caractère crédible et actuel de cette crainte.

En effet, appelé à expliquer ce qui vous faisait craindre cela, vous faites à de multiples reprises référence aux problèmes que vous rencontrez dans le centre avec des Albanais, ajoutant que si la situation est déjà difficile ici, vous imaginez très bien ce qu'il en serait au Kosovo (Rapport d'audition pp. 5, 6, 7). Vous déclarez également qu'à vos yeux, le Kosovo est comme l'Afrique, un pays que vous ne connaissez pas et dont vous avez peur (Ibid.). Vous ajoutez en outre vous souvenir de problèmes que vous avez vécus étant plus jeune en évoquant des soucis rencontrés par un de vos frères (Rapport d'audition p. 7). Force est de constater que ces éléments ne peuvent être jugés suffisants, que ce soit en raison de la localisation géographique des problèmes évoqués, de leur absence totale d'actualité ou encore du changement de contexte dans le pays dans lequel ils sont survenus.

En effet, à ce sujet, insistons sur le fait que la situation qui prévalait à l'époque de votre départ du pays n'est plus en aucun cas comparable à celle qui prévaut aujourd'hui. À cet égard, il faut mentionner les informations dont dispose le Commissariat général et dont il ressort que, depuis la fin du conflit armé en 1999, les conditions de sécurité pour les RAE (Roms, Ashkali et Égyptiens) au Kosovo ont considérablement changé. Il est apparu d'un suivi poussé et continu de la situation sur place que les conditions générales de sécurité et que la liberté de circulation des RAE au Kosovo se sont en effet objectivement améliorées. En ce qui concerne la sécurité, la situation est généralement définie comme stable et calme. Dans différentes régions du Kosovo, aucun incident important à caractère ethnique n'a

plus été signalé depuis longtemps, pas plus que s'est déroulé d'incident relatif à la sécurité dans lequel la communauté RAE aurait été impliquée. Les trois groupes disposent pratiquement comme partout de leur liberté de circulation. Dans plusieurs communes, les RAE peuvent se déplacer librement dans les limites de leur commune et même au dehors de ces limites. Ils voyagent régulièrement dans d'autres régions du Kosovo. Le simple fait que quelques incidents se soient déroulés entre deux communautés ne signifie pas qu'ils soient pour autant inspirés par des motifs ethniques, ou qu'ils sont ethniquement orientés, ou que les nécessaires acteurs et moyens de protection n'auraient pas été disponibles. De ce qui précède, il apparaît clairement qu'il ne peut plus être question de violences interethniques généralisées à l'encontre de la communauté RAE au Kosovo. L'existence éventuelle d'un sentiment subjectif d'insécurité parmi les membres des trois communautés n'est en aucune manière suffisamment corroborée par des incidents objectivement interethniques relatifs à la sécurité (Cf. dossier administratif, voir document n° 1 de la farde « Information des pays »).

De même, en ce qui concerne la situation générale prévalant pour la minorité rom au Kosovo, il faut mentionner les informations du Commissariat général qui démontrent que de nombreux RAE se trouvent au Kosovo dans une situation socioéconomique difficile et peuvent rencontrer de la discrimination dans plusieurs domaines. Cette situation résulte d'une combinaison de facteurs multiples qui ne peuvent se ramener à la seule origine ethnique (p.ex. la mauvaise situation économique du pays, des traditions culturelles en vertu desquelles les enfants sont retirés de l'école dès leur jeune âge,... jouent également un rôle). Dans le contexte kosovar, des cas possibles de discrimination ne peuvent être considérés, de manière générale, comme des persécutions au sens de la convention de Genève. Pour pouvoir établir que des mesures discriminatoires constituent en tant que telles une persécution au sens de la convention de Genève, l'ensemble des circonstances doit être pris en compte. Le déni de certains droits et une attitude discriminatoire ne caractérisent pas en soi une persécution au sens reconnu à ce terme dans le droit des réfugiés. Pour aboutir à la reconnaissance du statut de réfugié, le déni des droits et la discrimination doivent être d'une nature telle qu'ils entraînent une situation qui puisse être assimilée à une crainte au sens du droit des réfugiés. Cela implique que les problèmes qui font l'objet de la crainte doivent avoir un caractère tellement systématique et grave qu'ils entraînent une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de sorte que la vie dans le pays d'origine en devient intenable. Toutefois, les éventuels problèmes de discrimination au Kosovo ne présentent pas le caractère, l'intensité et la portée qui puissent les faire considérer comme étant des persécutions, sauf peut-être dans des circonstances particulières, très exceptionnelles, dont on puisse penser qu'ils soient mentionnés dans les informations et/ou qu'ils puissent être documentés. Par ailleurs, l'on ne peut absolument pas conclure que les autorités kosovares ne sont pas aptes ou ne veulent pas intervenir dans cette problématique et assurer une protection. Pour les mêmes raisons, l'on ne peut parler de risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, §2 de la loi sur les étrangers (Cf. dossier administratif, voir document n° 1 de la farde « Information des pays »).

En outre, vous avez expliqué que votre cousin est récemment retourné durant quelques mois au Kosovo et que durant cette période, ses enfants ont été battus à l'école (Rapport d'audition pp. 4, 5, 6). A ce sujet, il convient d'insister sur deux éléments. D'une part, le seul fait que les enfants de votre cousin aient rencontré ces problèmes ne permet pas de remettre en cause les informations objectives dont dispose le Commissariat général au sujet de la situation générale de la population Rom au Kosovo telle qu'elle vient d'être évoquée. D'autre part, force est de constater que votre cousin n'a pas porté plainte auprès des autorités kosovares (Rapport d'audition p. 7). Vous justifiez cette passivité par le fait que cela ne sert à rien car les autorités n'agiraient pas. Toutefois, force est de constater que vous n'avez pas été en mesure d'apporter le moindre début de preuve pertinent permettant de soutenir vos affirmations (Ibid.). Le seul élément que vous évoquez à ce sujet consiste en le fait que par le passé, vous vous souvenez qu'il fallait payer pour faire passer des bagages à la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie, élément qui s'avère être tout-à-fait insuffisant.

Ainsi, il est impossible de constater un défaut de protection dans le chef de vos autorités nationales. Rien ne permet dès lors de conclure que ces dernières ne seraient pas aptes et disposées à vous accorder une protection effective si vous la sollicitiez en cas de retour en République du Kosovo. Ce constat est d'ailleurs renforcé par les informations objectives dont nous disposons et selon lesquelles la protection qui est offerte aux minorités par les autorités présentes au Kosovo, particulièrement la KP (Kosovo Police), et la KFOR (Kosovo Force), est jugée suffisante. En cas de difficultés, les Roms, les Ashkali et les Égyptiens peuvent également déposer une plainte sans problème auprès de la police. La KP garantit les mécanismes de détection, de poursuites et de sanctions pour les faits de persécution à l'égard de tous les groupes ethniques, en ce compris les RAE. Les plaintes sont traitées sans distinction en fonction de l'ethnie. Il ressort des informations que, quand la police kosovare (KP) est informée de

crimes, en 2014, elle agit efficacement. Quoiqu'au sein de la KP il reste encore quelques réformes indispensables – ainsi, la police ne dispose que de possibilités limitées pour appréhender efficacement les formes complexes de criminalité, comme notamment la fraude financière, le terrorisme et le trafic de drogue; et la collaboration entre police et justice n'est pas toujours optimale –, à bien des égards, la KP est devenue une organisation exemplaire. Après qu'en juin 2008 sont entrées en vigueur la « Law on the Police » et la « Law on the Police Inspectorate of Kosovo », qui règlent entre autres les droits et responsabilités de la police, le fonctionnement de la KP a cependant été mis en conformité avec les standards internationaux en ce qui concerne le travail policier. De même, l'« OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) Mission in Kosovo » consacre une attention particulière à la création d'un cadre de vie plus sûr au Kosovo. L'OSCE veille aussi au respect effectif par la KP des normes internationales en matière de droits de l'homme et conseille la KP sur la façon dont elle peut améliorer ses aptitudes (Cf. dossier administratif, voir documents n° 2 et 3 de la farde « Information des pays »).

Compte tenu de ce qui précède, j'estime que l'on peut affirmer qu'en cas d'éventuels problèmes (relatifs à la sécurité) les autorités qui opèrent au Kosovo offrent une protection suffisante à tous les ressortissants kosovars, quelle que soit leur origine ethnique et prennent des mesures au sens de l'article 48/5 de la loi belge sur les étrangers du 15 décembre 1980. Or, j'attire ici votre attention sur le fait que la protection internationale est subsidiaire à celle accordée par les autorités nationales d'un demandeur d'asile.

Par ailleurs, vous avez évoqué courir un risque en raison du fait que votre père doit de l'argent à des Albanais (Rapport d'audition p. 5). Toutefois, soulignons qu'il est pour le moins étonnant que votre épouse n'évoque cette question ni lors de son interview à l'Office des Etrangers, ni dans le cadre de son audition au Commissariat général (Cf. dossier administratif, Madame [T.K.], questionnaire demande multiple, questions n°13-21 ; Rapport d'audition Madame [T.K.]). En outre, vous n'avez pas été en mesure de situer ce problème dans le temps, précisant seulement avoir vu ces Albanais chez vous, en Belgique (Rapport d'audition p. 6). Ainsi, outre les doutes qui sont de rigueur à ce sujet, soulignons qu'aucun lien n'a pu être fait entre ce motif et votre pays d'origine. Quoi qu'il en soit, il est ici nécessaire de réitérer les arguments évoqués précédemment relatifs à l'existence d'une possibilité de protection au Kosovo. Combiné avec les informations objectives évoquées ci-avant à ce sujet, le fait que vous ne soyez plus retourné au Kosovo depuis lors implique qu'il est impossible de ne pas croire que les autorités kosovares seraient bel et bien aptes et désireuses de vous accorder une protection effective par rapport à ces problèmes. Or, il importe à nouveau de rappeler ici que la protection internationale est subsidiaire à celle accordée par les autorités nationales d'un demandeur d'asile.

Pour conclure, en ce qui concerne votre fils qui souffrirait de stress et de problèmes aux reins, force est de constater qu'il s'agit d'un motif étranger à la protection internationale. Le fait que votre fils soit né en Belgique confirme d'ailleurs l'absence de lien possible entre votre pays d'origine et son état de santé. A ce sujet, il ressort des dires de votre épouse que vous avez introduit une procédure adaptée – une demande de régularisation sur base de l'article 9Ter de la Loi de 1980 –, laquelle est actuellement toujours pendante.

Au vu de tous les éléments précédents, il est impossible de conclure qu'en cas de retour, il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou un risque réel d'atteinte grave tel que défini dans le cadre de la Protection subsidiaire.

Dans ces conditions, votre passeport ne fait qu'attester de votre identité et nationalité, éléments non remis en cause. Ce document n'est donc pas de nature à modifier la teneur de la présente motivation.

J'attire finalement votre attention sur le fait qu'une décision similaire, à savoir une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié et de la Protection subsidiaire, a été prise à l'encontre de votre épouse.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

Et pour Madame T.K., ci-après dénommée « la requérante » :

«

A. Faits invoqués

Vous vous déclarez citoyenne kosovare, d'origine ethnique Rom et de confession musulmane. Le 4 octobre 2001, en compagnie de votre époux, Monsieur [K.J.] (SP n° [...]), vous introduisez une première demande d'asile en Belgique à l'appui de laquelle vous invoquez les problèmes rencontrés par votre mari avec l'UCK (Armée de Libération du Kosovo) durant la guerre, en 1998-1999. Le Commissariat général prend à votre encontre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié prise le 4 mars 2002. Suite à votre appel, le Conseil d'Etat rend un arrêt constatant votre renonciation le 21 juin 2005.

Le 2 octobre 2007, toujours en compagnie de votre mari, vous introduisez une seconde demande d'asile sur le territoire belge. Une décision de refus technique est prise par l'Office des Etrangers le 26 novembre 2007. Vous partez alors introduire une demande d'asile en France et en Allemagne avant de revenir en Belgique où vous introduisez, le 20 octobre 2009, une troisième demande d'asile en compagnie de votre mari. Les motifs que vous invoquez alors sont les problèmes rencontrés par la communauté Rom au Kosovo. Le 10 mars 2010, l'Office des Etrangers prend à votre encontre une décision de refus de prise en considération d'une déclaration de réfugié.

Le 12 juillet 2010, toujours avec votre époux, vous introduisez une quatrième demande d'asile auprès des autorités belges en invoquant les mêmes motifs que ceux cités dans le cadre de votre demande d'asile précédente. Le 20 juillet 2010, l'Office des Etrangers prend à nouveau une décision de refus de prise en considération d'une déclaration de réfugié à votre encontre.

Finalement, sans avoir quitté le territoire belge depuis 2009, vous introduisez, avec votre époux et vos enfants (mineurs), une cinquième demande d'asile en date du 23 décembre 2014.

A l'appui de cette demande, vous invoquez la crainte de devenir esclave des Albanais. Vous expliquez également que les enfants du cousin de votre mari ont récemment été battus par des Albanais dans une école kosovare.

A l'appui de votre demande d'asile, vous ne présentez aucun document.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier avec attention et la situation qui prévaut dans votre pays, force est de constater que vous ne fournissez pas suffisamment d'éléments pour établir qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire reprise à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. En effet, vous déclarez invoquer les mêmes motifs que votre mari. Or, une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié et du statut de la Protection subsidiaire a été rendue à son encontre et est motivée de la manière suivante :

« Les motifs que vous invoquez à l'appui de votre cinquième demande d'asile concernent votre crainte vis-à-vis des Kosovars d'origine albanaise. Vous ajoutez craindre les personnes à qui votre père doit encore de l'argent. Toutefois, plusieurs éléments ne permettent pas que vous soit accordée une protection internationale sur cette base.

Pour commencer, vous expliquez craindre de devenir esclave de la population albanophone du Kosovo. Toutefois, vous n'êtes pas parvenu à convaincre le Commissaire général du caractère crédible et actuel de cette crainte.

En effet, appelé à expliquer ce qui vous faisait craindre cela, vous faites à de multiples reprises référence aux problèmes que vous rencontrez dans le centre avec des Albanais, ajoutant que si la situation est déjà difficile ici, vous imaginez très bien ce qu'il en serait au Kosovo (Rapport d'audition pp. 5, 6, 7). Vous déclarez également qu'à vos yeux, le Kosovo est comme l'Afrique, un pays que vous ne connaissez pas et dont vous avez peur (Ibid.). Vous ajoutez en outre vous souvenir de problèmes que vous avez vécus étant plus jeune en évoquant des soucis rencontrés par un de vos frères (Rapport d'audition p. 7). Force est de constater que ces éléments ne peuvent être jugés suffisants, que ce soit en raison de la localisation géographique des problèmes évoqués, de leur absence totale d'actualité ou encore du changement de contexte dans le pays dans lequel ils sont survenus.

En effet, à ce sujet, insistons sur le fait que la situation qui prévalait à l'époque de votre départ du pays n'est plus en aucun cas comparable à celle qui prévaut aujourd'hui. À cet égard, il faut mentionner les informations dont dispose le Commissariat général et dont il ressort que, depuis la fin du conflit armé en 1999, les conditions de sécurité pour les RAE (Roms, Ashkali et Égyptiens) au Kosovo ont considérablement changé. Il est apparu d'un suivi poussé et continu de la situation sur place que les conditions générales de sécurité et que la liberté de circulation des RAE au Kosovo se sont en effet objectivement améliorées. En ce qui concerne la sécurité, la situation est généralement définie comme stable et calme. Dans différentes régions du Kosovo, aucun incident important à caractère ethnique n'a plus été signalé depuis longtemps, pas plus que s'est déroulé d'incident relatif à la sécurité dans lequel la communauté RAE aurait été impliquée. Les trois groupes disposent pratiquement comme partout de leur liberté de circulation. Dans plusieurs communes, les RAE peuvent se déplacer librement dans les limites de leur commune et même au dehors de ces limites. Ils voyagent régulièrement dans d'autres régions du Kosovo. Le simple fait que quelques incidents se soient déroulés entre deux communautés ne signifie pas qu'ils soient pour autant inspirés par des motifs ethniques, ou qu'ils sont ethniquement orientés, ou que les nécessaires acteurs et moyens de protection n'auraient pas été disponibles. De ce qui précède, il apparaît clairement qu'il ne peut plus être question de violences interethniques généralisées à l'encontre de la communauté RAE au Kosovo. L'existence éventuelle d'un sentiment subjectif d'insécurité parmi les membres des trois communautés n'est en aucune manière suffisamment corroborée par des incidents objectivement interethniques relatifs à la sécurité (Cf. dossier administratif, voir document n° 1 de la farde « Information des pays »).

De même, en ce qui concerne la situation générale prévalant pour la minorité rom au Kosovo, il faut mentionner les informations du Commissariat général qui démontrent que de nombreux RAE se trouvent au Kosovo dans une situation socioéconomique difficile et peuvent rencontrer de la discrimination dans plusieurs domaines. Cette situation résulte d'une combinaison de facteurs multiples qui ne peuvent se ramener à la seule origine ethnique (p.ex. la mauvaise situation économique du pays, des traditions culturelles en vertu desquelles les enfants sont retirés de l'école dès leur jeune âge,... jouent également un rôle). Dans le contexte kosovar, des cas possibles de discrimination ne peuvent être considérés, de manière générale, comme des persécutions au sens de la convention de Genève. Pour pouvoir établir que des mesures discriminatoires constituent en tant que telles une persécution au sens de la convention de Genève, l'ensemble des circonstances doit être pris en compte. Le déni de certains droits et une attitude discriminatoire ne caractérisent pas en soi une persécution au sens reconnu à ce terme dans le droit des réfugiés. Pour aboutir à la reconnaissance du statut de réfugié, le déni des droits et la discrimination doivent être d'une nature telle qu'ils entraînent une situation qui puisse être assimilée à une crainte au sens du droit des réfugiés. Cela implique que les problèmes qui font l'objet de la crainte doivent avoir un caractère tellement systématique et grave qu'ils entraînent une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de sorte que la vie dans le pays d'origine en devient intenable. Toutefois, les éventuels problèmes de discrimination au Kosovo ne présentent pas le caractère, l'intensité et la portée qui puissent les faire considérer comme étant des persécutions, sauf peut-être dans des circonstances particulières, très exceptionnelles, dont on puisse penser qu'ils soient mentionnés dans les informations et/ou qu'ils puissent être documentés. Par ailleurs, l'on ne peut absolument pas conclure que les autorités kosovares ne sont pas aptes ou ne veulent pas intervenir dans cette problématique et assurer une protection. Pour les mêmes raisons, l'on ne peut parler de risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, §2 de la loi sur les étrangers (Cf. dossier administratif, voir document n° 1 de la farde « Information des pays »).

En outre, vous avez expliqué que votre cousin est récemment retourné durant quelques mois au Kosovo et que durant cette période, ses enfants ont été battus à l'école (Rapport d'audition pp. 4, 5, 6). A ce sujet, il convient d'insister sur deux éléments. D'une part, le seul fait que les enfants de votre cousin aient rencontré ces problèmes ne permet pas de remettre en cause les informations objectives dont dispose le Commissariat général au sujet de la situation générale de la population Rom au Kosovo telle qu'elle vient d'être évoquée. D'autre part, force est de constater que votre cousin n'a pas porté plainte auprès des autorités kosovares (Rapport d'audition p. 7). Vous justifiez cette passivité par le fait que cela ne sert à rien car les autorités n'agiraient pas. Toutefois, force est de constater que vous n'avez pas été en mesure d'apporter le moindre début de preuve pertinent permettant de soutenir vos affirmations (Ibid.). Le seul élément que vous évoquez à ce sujet consiste en le fait que par le passé, vous vous souvenez qu'il fallait payer pour faire passer des bagages à la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie, élément qui s'avère être tout-à-fait insuffisant.

Ainsi, il est impossible de constater un défaut de protection dans le chef de vos autorités nationales. Rien ne permet dès lors de conclure que ces dernières ne seraient pas aptes et disposées à vous accorder une protection effective si vous la sollicitiez en cas de retour en République du Kosovo. Ce constat est d'ailleurs renforcé par les informations objectives dont nous disposons et selon lesquelles la protection qui est offerte aux minorités par les autorités présentes au Kosovo, particulièrement la KP (Kosovo Police), et la KFOR (Kosovo Force), est jugée suffisante. En cas de difficultés, les Roms, les Ashkali et les Égyptiens peuvent également déposer une plainte sans problème auprès de la police. La KP garantit les mécanismes de détection, de poursuites et de sanctions pour les faits de persécution à l'égard de tous les groupes ethniques, en ce compris les RAE. Les plaintes sont traitées sans distinction en fonction de l'ethnie. Il ressort des informations que, quand la police kosovare (KP) est informée de crimes, en 2014, elle agit efficacement. Quoiqu'au sein de la KP il reste encore quelques réformes indispensables – ainsi, la police ne dispose que de possibilités limitées pour appréhender efficacement les formes complexes de criminalité, comme notamment la fraude financière, le terrorisme et le trafic de drogue; et la collaboration entre police et justice n'est pas toujours optimale –, à bien des égards, la KP est devenue une organisation exemplaire. Après qu'en juin 2008 sont entrées en vigueur la « Law on the Police » et la « Law on the Police Inspectorate of Kosovo », qui règlent entre autres les droits et responsabilités de la police, le fonctionnement de la KP a cependant été mis en conformité avec les standards internationaux en ce qui concerne le travail policier. De même, l'« OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) Mission in Kosovo » consacre une attention particulière à la création d'un cadre de vie plus sûr au Kosovo. L'OSCE veille aussi au respect effectif par la KP des normes internationales en matière de droits de l'homme et conseille la KP sur la façon dont elle peut améliorer ses aptitudes (Cf. dossier administratif, voir documents n° 2 et 3 de la farde « Information des pays »).

Compte tenu de ce qui précède, j'estime que l'on peut affirmer qu'en cas d'éventuels problèmes (relatifs à la sécurité) les autorités qui opèrent au Kosovo offrent une protection suffisante à tous les ressortissants kosovars, quelle que soit leur origine ethnique et prennent des mesures au sens de l'article 48/5 de la loi belge sur les étrangers du 15 décembre 1980. Or, j'attire ici votre attention sur le fait que la protection internationale est subsidiaire à celle accordée par les autorités nationales d'un demandeur d'asile.

Par ailleurs, vous avez évoqué courir un risque en raison du fait que votre père doit de l'argent à des Albanais (Rapport d'audition p. 5). Toutefois, soulignons qu'il est pour le moins étonnant que votre épouse n'évoque cette question ni lors de son interview à l'Office des Etrangers, ni dans le cadre de son audition au Commissariat général (Cf. dossier administratif, Madame TACI Kumrije, questionnaire demande multiple, questions n°13-21 ; Rapport d'audition Madame TACI Kumrije). En outre, vous n'avez pas été en mesure de situer ce problème dans le temps, précisant seulement avoir vu ces Albanais chez vous, en Belgique (Rapport d'audition p. 6). Ainsi, outre les doutes qui sont de rigueur à ce sujet, soulignons qu'aucun lien n'a pu être fait entre ce motif et votre pays d'origine. Quoi qu'il en soit, il est ici nécessaire de réitérer les arguments évoqués précédemment relatifs à l'existence d'une possibilité de protection au Kosovo. Combiné avec les informations objectives évoquées ci-avant à ce sujet, le fait que vous ne soyez plus retourné au Kosovo depuis lors implique qu'il est impossible de ne pas croire que les autorités kosovares seraient bel et bien aptes et désireuses de vous accorder une protection effective par rapport à ces problèmes. Or, il importe à nouveau de rappeler ici que la protection internationale est subsidiaire à celle accordée par les autorités nationales d'un demandeur d'asile.

Pour conclure, en ce qui concerne votre fils qui souffrirait de stress et de problèmes aux reins, force est de constater qu'il s'agit d'un motif étranger à la protection internationale. Le fait que votre fils soit né en Belgique confirme d'ailleurs l'absence de lien possible entre votre pays d'origine et son état de santé. A ce sujet, il ressort des dires de votre épouse que vous avez introduit une procédure adaptée – une demande de régularisation sur base de l'article 9Ter de la Loi de 1980 –, laquelle est actuellement toujours pendante.

Au vu de tous les éléments précédents, il est impossible de conclure qu'en cas de retour, il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou un risque réel d'atteinte grave tel que défini dans le cadre de la Protection subsidiaire ».

Pour ces mêmes raisons, il convient de prendre une décision similaire à votre rencontre, à savoir une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié et du statut de la Protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 Dans leur requête introductive d'instance, les parties requérantes reprennent l'exposé des faits de manière succincte.

2.2 Les parties requérantes invoquent la violation de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et « *des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité* ». Elles considèrent en outre que les actes attaqués violent « *le statut de protection subsidiaire et l'obligation de motivation matérielle* ».

2.3 Elles contestent en substance la pertinence des motifs des décisions entreprises au regard des circonstances particulières de la cause.

2.4 En conclusion, les parties requérantes demandent au Conseil de réformer les décisions entreprises et de reconnaître aux requérants la qualité de réfugié ou de leur accorder au moins le statut de protection subsidiaire. Elles sollicitent encore l'annulation des décisions entreprises et le renvoi des causes devant le Commissaire général pour un examen « *supplémentaire* ».

3. Les nouveaux éléments

3.1 Les parties requérantes joignent à leur requête un rapport d'Amnesty International sur le Kosovo daté de septembre 2010, un rapport du Conseil de l'Europe daté du 6 octobre 2010 et relatif aux demandeurs d'asile Roms en Europe ainsi qu'un article sur la situation des Roms reprenant des informations datant de 2010.

3.2 Le dépôt des nouveaux éléments est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980.

4. L'examen des demandes

4.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

4.2 Les décisions attaquées rejettent la cinquième demande d'asile des requérants après avoir jugé que les faits invoqués par ces derniers ne pouvaient conduire à l'octroi de la qualité de réfugié ou du statut de protection subsidiaire. Elles estiment que les raisons pour lesquelles les requérants ont introduit une cinquième demande d'asile, à savoir une crainte vis-à-vis des kosovars d'origine albanaise et une crainte vis-à-vis des personnes à qui le père du requérant doit de l'argent ne sont pas de nature à nécessiter une protection internationale dans leur chef. Elles estiment ainsi qu'ils n'ont pas rendu crédible leur crainte de devenir « *esclave de la population albanophone du Kosovo* », invoquant comme motifs de cette crainte des problèmes qu'ils ont rencontrés en Belgique avec des albanais et des problèmes rencontrés au pays pendant leur jeunesse. Elles soulignent que, selon les informations en possession du CGRA, la situation actuelle des Roms au Kosovo s'est considérablement améliorée ces dernières années et qu'on ne peut plus parler de violences interethniques à l'égard de cette communauté. Elles ajoutent que les informations font quand même référence à des discriminations à l'égard de la communauté rom mais précisent que celles-ci ne peuvent être considérées comme des persécutions au sens de la Convention de Genève et que rien ne permet de conclure que les autorités kosovares ne peuvent apporter une protection dans les cas les plus graves. Elles formulent ensuite que l'agression subie par les enfants du cousin du requérant au Kosovo n'est pas de nature à mettre à mal

les informations en possession du CGRA et que le fait qu'aucune plainte n'ait été déposée suite à cette agression empêche de conclure qu'aucune protection nationale n'est possible. Elles soulignent le caractère subsidiaire de la protection internationale offerte par la Convention de Genève. Elles remarquent que le risque invoqué par le requérant et lié au fait que son père devrait de l'argent à des Albanais n'a pas été invoqué par la requérante. Elles ajoutent que ces faits se situent en Belgique et qu'aucun lien ne peut être établi avec leur pays d'origine et que, quoi qu'il en soit, ils peuvent solliciter la protection de leurs autorités nationales si ces faits devaient se répéter au Kosovo. Elles arguent que les problèmes de santé dont souffrirait le fils des requérants est sans lien avec la Convention de Genève. Elles concluent en soulignant que le passeport du requérant n'est pas de nature à modifier le sens de la décision attaquée.

4.3 Les parties requérantes contestent la motivation des décisions entreprises. Elles soulignent qu'il ressort des informations en possession du CGRA que de nombreux Roms du Kosovo se trouvent dans une situation socio-économique difficile et qu'ils peuvent rencontrer des discriminations dans plusieurs domaines. Elles arguent que la police kosovare est albanaise et ne pourra pas les protéger. Elles soulignent que dans le rapport d'Amnesty International annexé à la requête il est indiqué que la situation pour les Roms au Kosovo est instable et incertaine. Elles insistent sur le fait que leur crainte est liée à leur appartenance ethnique. Elles reprochent à la partie défenderesse d'avoir utilisé la même motivation pour le statut de réfugié et la protection subsidiaire.

4.4 En l'espèce, la motivation des décisions attaquées est suffisamment claire et intelligible pour permettre aux parties requérantes de saisir pour quelles raisons leurs demandes ont été rejetées. En soulignant l'absence de lien entre les problèmes rencontrés par les requérants en Belgique avec leur pays d'origine ainsi que l'incapacité, dans leur chef, de démontrer que les autorités kosovares ne pourraient ou ne voudraient les protéger au Kosovo en raison de leur origine ethnique, le Commissaire général expose à suffisance les raisons pour lesquelles les requérants n'ont pas établi qu'ils craignent d'être persécutés en cas de retour dans leur pays d'origine.

4.5 Le Conseil se rallie aux motifs des décisions entreprises. Il considère que ceux-ci se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont pertinents. La simple supposition, par les parties requérantes, que les problèmes qu'ils auraient rencontrés, dans le centre d'accueil en Belgique dans lequel ils séjournent, avec des personnes d'origine albanaise serait le reflet de la situation qui les attendrait au Kosovo en cas de retour, ne suffit pas à fonder une crainte de persécution dans leur chef. Le Conseil fait le même constat concernant l'agression dont les enfants du frère du requérant auraient fait l'objet lors de leur retour au Kosovo. Concernant cette dernière agression, le Conseil note qu'aucune plainte n'a été déposée par les victimes ou leur famille auprès des autorités kosovares. Aucun élément ne permet donc de conclure que les autorités du Kosovo n'interviennent ou ne protègent pas la population roms victime d'actes de violence.

4.6 Le Conseil se rallie à la motivation des décisions entreprises en ce qu'elles considèrent, au regard des informations déposées au dossier administratif, que les requérants pourraient obtenir une protection effective contre les problèmes qu'ils allèguent ou craignent d'avoir en cas de retour auprès de leurs autorités nationales.

L'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 stipule :

« § 1^{er}. Une persécution au sens de l'article 48/3 ou une atteinte grave au sens de l'article 48/4 peut émaner ou être causée par :

a) l'Etat;

b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire;

c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder la protection prévue au § 2 contre les persécutions ou les atteintes graves.

§ 2. La protection peut être accordée par :

a) l'Etat, ou

b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire.

La protection, au sens des articles 48/3 et 48/4, est généralement accordée lorsque les acteurs visés à l'alinéa 1^{er} prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constitutifs de persécution ou d'atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection.

Pour déterminer si une organisation internationale contrôle un Etat ou une partie importante de son territoire et y fournit une protection, au sens des articles 48/3 et 48/4, il est tenu compte, entre autres, de la réglementation européenne prise en la matière.

§ 3. Il n'y a pas lieu d'accorder la protection internationale lorsque, dans une partie du pays d'origine, il n'y a aucune raison de craindre d'être persécuté ni aucun risque réel de subir des atteintes graves et qu'on peut raisonnablement attendre du demandeur qu'il reste dans cette partie du pays.

Dans ce cas, l'autorité compétente doit tenir compte, au moment où elle statue sur la demande, des conditions générales prévalant dans le pays et de la situation personnelle du demandeur. »

En l'espèce, les problèmes invoqués par les requérants émanent d'acteurs privés. Il n'est par ailleurs pas contesté que l'Etat kosovar contrôle l'entière du territoire du pays. La question à trancher tient par conséquent à ceci : les requérants peuvent-ils démontrer que leurs autorités nationales ne peuvent ou ne veulent leur accorder une protection contre les problèmes dont ils se disent victimes.

4.7 Au vu des documents produits par la partie défenderesse, le Conseil estime pouvoir tenir pour établi à suffisance que les autorités présentes au Kosovo « *prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves* » au sens de l'article 48/5, §2, alinéa 2, précité. La partie requérante conteste l'analyse de ces informations et dépose à l'appui de son argumentation différents rapports d'organisations de défense des droits de l'homme dénonçant la persistance de violations des droits de l'homme au Kosovo et les discriminations dont continuent à être victime la population rom. Si le Conseil estime qu'en effet les informations versées au dossier par la partie défenderesse font état de discriminations à l'égard de la population rom mais que ces discriminations ne peuvent être qualifiées de persécutions au sens de la Convention de Genève. Les informations déposées par les parties requérantes et qui tendraient, selon leurs dires, à démontrer que la situation resterait problématique pour les Roms du Kosovo ne peuvent modifier le constat fait par la partie défenderesse dans l'acte attaqué, les documents déposés par les parties requérantes datant de l'année 2010 et étant, de ce fait, largement antérieures à la synthèse d'informations émanant du service de documentation de la partie défenderesse. Le Conseil rappelle que les faits invoqués par les requérants à la base de leurs cinquièmes demandes d'asile se sont, soit déroulés en Belgique, soit au Kosovo mais que pour ces derniers faits, nonobstant le fait qu'ils ne démontrent pas que les autorités kosovares ne pourraient leur assurer une protection, aucune plainte n'a été déposée et aucun document prouvant les agressions alléguées n'a été versé au dossier.

Les requérants ne démontrent dès lors pas que les autorités kosovares ne pourraient ou ne voudraient les protéger en cas de retour au Kosovo et les rapports et les articles de presse versés au dossier de la procédure ne sont pas de nature à contredire l'analyse effectuée par la partie défenderesse quant à la protection offerte par l'Etat kosovar à ses ressortissants.

4.8 Quant aux problèmes médicaux dont souffre le fils des requérants, à l'instar de la partie défenderesse le Conseil relève que ces problèmes sont sans lien avec les faits invoqués à la base de leur demande d'asile.

4.9 Au vu de ce qui précède, les parties requérantes n'avancent pas d'argument convaincant qui permette de soutenir leur critique, selon laquelle la partie défenderesse n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision, a violé les dispositions légales et les principes de droit visés au moyen ou a commis une erreur manifeste d'appréciation ; le Commissaire général a, au contraire, exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que les parties requérantes n'ont établi ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé des craintes alléguées.

4.10 En conséquence, les parties requérantes n'établissent pas qu'elles ont quitté leur pays d'origine ou qu'elles en restent éloignées par crainte d'être persécutées au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

5. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

5.1 L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, « *sont considérés comme atteintes graves :*

a) la peine de mort ou l'exécution ; ou

b) *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou*
c) *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

5.2 À l'appui de leur demande de protection subsidiaire, les parties requérantes n'invoquent pas d'autres motifs que ceux qui sont à la base de leur demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Pour sa part, le Conseil n'aperçoit ni dans la requête, ni dans les éléments du dossier administratif d'indice permettant de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, si elles étaient renvoyées dans leur pays d'origine, les parties requérantes encourraient un risque réel de subir des atteintes graves. Dès lors que les faits allégués à la base de la demande ne sont pas fondés, il n'existe, en effet, pas de « *sérieux motifs de croire* » que les parties requérantes « *encourrait un risque réel* » de subir en raison de ces mêmes faits « *la peine de mort ou l'exécution* » ou « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi du 15 décembre 1980.

5.3 Le Conseil constate que les parties requérantes ne fournissent pas le moindre élément ou argument qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement dans leur pays d'origine puisse s'analyser comme une situation de "*violence aveugle en cas de conflit armé*" au sens de cette disposition, ni qu'elle soit visée par cette hypothèse. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de procédure, aucune indication de l'existence de pareils motifs.

5.4 Il n'y a par conséquent pas lieu de faire bénéficier aux parties requérantes du statut de la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

6. La demande d'annulation

Les parties requérantes sollicitent l'annulation des décisions entreprises et le renvoi des causes au Commissaire général afin qu'il procède à des mesures d'instruction complémentaires.

Le Conseil ayant conclu à la confirmation des décisions attaquées, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue aux parties requérantes.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé aux parties requérantes.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq septembre deux mille quinze par :

M. G. de GUCHTENEERE,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. BOURLART,

greffier.

Le greffier,

Le président,

M. BOURLART

G. de GUCHTENEERE